

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats (Castries)

Parc St Jean
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : UD34/2026/H3/MJ/005
Code AIOT : 0006600949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats (Castries) implanté lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 15 janvier 2026 s'inscrit dans le programme d'inspections établi pour l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats (Castries)
- lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries
- Code AIOT : 0006600949

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est autorisée jusqu'au 30 décembre 2026 pour une production maximale de 600 000 t/an.

Les matériaux produits sont transformés en granulats dans les installations implantées sur le site de la carrière. La société Heidelberg Materials France Granulats a obtenu en mars 2022 une autorisation d'extension pour la création d'une plateforme de stockage de matériaux.

Le site réceptionne des matériaux inertes de type terres et cailloux et matériaux de démolition du BTP, qui sont ré-expédiés pour remblayage ou traitement sur le site de Poussan.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tirs de mines	AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1	Demande d'action corrective	30 jours
2	Réception de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	30 jours
3	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 2.1.3	Demande d'action corrective	30 jours
4	Aménagement des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de non-conformités relevés lors de la visite du 15 janvier 2026 font l'objet de demandes de justifications et d'actions correctives. L'exploitant a été informé de la nature de ces constats et s'est engagé à les lever dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tirs de mines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1
Thème(s) : Autre, Charge unitaire des tirs de mines
Prescription contrôlée : <u>Article 1er :</u> Les dispositions suivantes abrogent et remplacent à partir de la notification du présent arrêté à l'exploitant, les prescriptions du premier alinéa de l'article 6.3.4 de l'arrêté du 15 décembre 2000

modifié susvisé autorisant la société GSM, dont le siège social est situé Les Technopodes, BP2, à GUERVILLE (78931), à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de CASTRIES, au lieu- dit « L'Arbousier Ouest ».

"Art 6.3.4 (premier alinéa) :

Par exception, et afin d'obtenir des niveaux de vibrations compatibles avec l'usage futur du casier n° 2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), la charge unitaire des tirs de mines est limitée, à proximité du délaissé rocheux destiné à servir de digue de maintien au casier précité, aux valeurs suivantes :

- pour le front supérieur à la cote de fouille 105 m NGF : la charge unitaire des mines, en fonction de la distance au profil de la digue, doit être inférieure ou égale à :
 - 42 kg à plus de 40 m ;
 - 22 kg entre 40 m et 16 m ;
 - 12 kg entre 16 m et 8 m ;
 - 4,4 kg, et pré-découpage, en dessous de 8 m.
- pour le front inférieur (cote de fond de fouille comprise entre 90 et 105 m NGF) : la charge unitaire des mines, en fonction de la distance au profil de la digue, doit être inférieure ou égale à :
 - 50 kg à plus de 22 m ;
 - 22 kg entre 22 m et 7 m ;
 - 4,4 kg, et pré-découpage, en dessous de 7 m.

Une fois le casier aménagé (barrières de sécurité mises en place), une distance minimale de 25 mètres est conservée en toutes circonstances entre la zone de tirs et les dispositifs d'étanchéité de l'installation de stockage."

Constats :

13 tirs de mines ont été réalisés en 2025.

Le registre des tirs de mines est renseigné pour chaque tir de mines avec les charges unitaires et les valeurs des vitesses particulières émises à l'occasion de chaque tir.

Des dépassements des valeurs unitaires maximales (42 ou 52 kg selon le positionnement du tir) ont été constatés sur 5 tirs avec, par exemple :

Tir du 14/10/2025 référencé 10b et positionné sur le front supérieur 113/105,5 NGF avec une charge unitaire de 77 kg au lieu de 42 kg fixé par l'APC du 17/12/2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de respecter les charges unitaires maximales lors des prochains tirs de mines réalisés sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Réception de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Autre, Contrôle visuel
Prescription contrôlée : <u>Article 7 :</u> Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. <u>Article 9 :</u> L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aux dires de l'exploitant, le contrôle visuel des déchets entrants est réalisé pour chaque chargement. Il n'est cependant fait aucune mention de ce contrôle visuel (et de son résultat) dans le registre des déchets comme exigé à l'article 9 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'intégrer le résultat du contrôle visuel réalisé dans le registre de suivi des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.3 - Accès, voies et aires de circulation :</u> [...] L'accès à toute zone dangereuse doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) doit indiquer les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès et d'autre part sur la clôture [...].

<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur de l'environnement a constaté le très mauvais état de la clôture en partie Nord-Ouest du site mais également l'absence de panneaux informant le public des dangers liés à la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser les travaux de réfection de la clôture sur la partie Nord-Ouest du site et de procéder au panneautage de cette zone. L'exploitant devra également procéder à un contrôle total de la clôture périphérique du site et réaliser, si nécessaire, les travaux de réfection qui s'imposent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Aménagement des points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des nappes souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.3 - Aménagement des points de rejet : Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la présence d'un disconnecteur anti-retour au niveau du forage alimentant le site en eau pour le réseau RIA et l'abattage des poussières. L'absence éventuelle de ce disconnecteur augmente la vulnérabilité de la nappe souterraine face à un retour d'eau dans le réseau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence de ce dispositif de sécurité pour la nappe souterraine.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>